

> [Analyses et témoignages](#) > [Démocratie](#) > [Droite et extrême droite : autopsie d'un lien de consanguinité](#)

Droite et extrême droite : autopsie d'un lien de consanguinité

OBSERVATOIRE DU NÉOCONSERVATISME

[envoyer par mail](#) | [Share](#) | 118

29 avril 2013

Article en PDF: 

L'observatoire du néoconservatisme s'est livré à une méticuleuse analyse des mouvements d'extrême-droite en France : leur histoire, leurs revendications, leurs actions et surtout, leurs fondateurs et membres. Ce dernier point révèle ainsi le recyclage d'éléments extrémistes dans la droite dite modérée. Outre cette forme de pantouflage politique, la promotion du néolibéralisme économique constitue également un point de convergence entre les deux mouvances. (IGA)



« Comment reconnaître un néo-cons déguisé en antifasciste ? »

- A ce qu'il ne vous dit pas sur l'extrême droite !

Les premiers pas de l'extrême droite française d'après- guerre :

Boucle De Ceinture Celtic Nordique Viking Biker : Croix Celtique Neuve

Jeune Nation (1949-1958)

Mouvement nationaliste français fondé à la fin de 1949 par Albert Heuclin, Jean Marot, Jacques Wagner et les frères Sidos. Les frères Sidos sont les fils d'un ancien des Jeunesses patriotes, maréchaliste de la première heure puis inspecteur général des Forces du maintien de l'ordre sous Darnand et fusillé à ce titre en mars 1946. François Sidos, président de Jeune Nation, père de Jacques Sidos et Pierre Sidos, deviendra secrétaire général et bientôt numéro un de l'organisation nationaliste. Le symbole de Jeune Nation était la croix celtique (photo ci-dessus). Le mouvement Jeune Nation fut dissous le 15 mai 1958 à la suite de la journée insurrectionnelle du 13 mai, précédée d'une série d'attentats et de violences. Très vite remplacé le 1er mai 1960 par la Fédération des étudiants nationalistes (FEN).

La FEN

Elle regroupe des étudiants favorables à l'Algérie française et hostiles au texte appelant le gouvernement français à engager des pourparlers avec le FLN. A la direction de la FEN figurait entre autres François d'Orcival actuellement Président du Comité éditorial et membre du Conseil de surveillance de l'hebdomadaire Valeurs actuelles.

D'Orcival est associé avec Alain de Benoist à la direction de la FEN, qui sera le principal représentant du mouvement dit de la « Nouvelle Droite » à la fin des années 1970.

Implantée dans de nombreuses facultés, la FEN fut à l'origine de la revue « Les Cahiers universitaires » de février 1961 à janvier 1970, un mensuel qui débouchera sur la création d'un autre mouvement de ultra-droite : Europe-Action, créé en 1963 et dirigé par Dominique Venner. Comme son compagnon Pierre Sidos il fut emprisonné dix-huit mois au quartier des détenus politiques de la prison de la Santé du fait de sa participation à la structuration de l'OAS.

Jean-Claude Valla en 1966, a collaboré aux Cahiers universitaires et à Europe-Action. Par la

suite, il fut directeur de la rédaction du Figaro-Magazine et co-fondateur du Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne (GRECE) avec le théoricien Alain de Benoist.

La mouvance :

Parmi les auteurs et activistes de la mouvance figurent :

Henry Coston : Pendant la Seconde Guerre mondiale, il est vice-président de l'Association des journalistes anti-juifs.

Jacques Ploncard : Il est décoré de la Francisque, il travaille au Service des sociétés secrètes basé rue Cadet, chargé de répertorier les archives de la franc-maçonnerie. En 1944, il s'exile au Portugal, où il est conseiller du Premier ministre Salazar.

Maurice-Yvan Sicard : Il adhère au Parti populaire français de Jacques Doriot. Il édite en 1944 la brochure antisémite « Je vous hais ».

Marc Augier : Durant l'Occupation, Marc Augier dirige le mouvement Jeunes pour l'Europe nouvelle, l'organe de jeunesse du Groupe Collaboration. 1964 création du groupe politique d'extrême droite « Occident ».

Occident est fondé par une équipe de lycéens et étudiants essentiellement parisiens, qui ont choisi initialement pour porte-parole Pierre Sidos, l'ancien fondateur de Jeune Nation.

Avec pour idéologie un nationalisme blanc et chrétien, Occident rassemble des jeunes cogneurs nostalgique de l'Algérie française, parmi eux Alain Madelin, qui était responsable de l'action militante de la FEN, avant de devenir l'un des fondateurs du mouvement Occident, et Alain Robert, qui en 1972 participera avec François Brigneau à la création du FN. En 2004, Robert entrera au Conseil national de l'UMP.

En 1965, les activistes d'Occident soutiennent la candidature de Jean-Louis Tixier-Vignancour à la présidentielle avec comme directeur de campagne Jean-Marie Le Pen.

Jean-Louis Tixier-Vignancour (1907-1989) était un avocat et homme politique, il fut secrétaire général adjoint à l'Information de l'État français du gouvernement de Vichy de 1940 à 1941.

Il défend en 1962 bon nombre de responsables de l'Organisation armée secrète (OAS), parmi lesquels le général Raoul Salan. Suite aux événements de mai 1968, il se rallie au général de Gaulle puis appelle à voter pour Georges Pompidou à l'élection présidentielle de 1969 et encourage ses partisans à adhérer à l'UDR.

Les « Occidentaux » usèrent de violence contre les militants d'extrême gauche. Le 12 janvier 1967, une petite équipe d'Occident attaqua les comités Viêt Nam sur le campus de l'université de Rouen, blessant grièvement des étudiants, l'un d'eux étant laissé dans le coma. Au début du mois de mai 1968, les militants d'Occident multiplièrent les provocations contre les militants d'extrême gauche. Des agressions entraînant l'interpellation rapide d'une vingtaine de membres du groupuscule, dont Gérard Longuet, Alain Madelin et Patrick Devedjian. Treize militants d'Occident sont condamnés le 12 juillet 1967 pour « violence et voies de fait avec armes ».

Xavier Raufer, de son vrai nom Christian de Bongain participe à la création d'Occident, mouvement d'extrême droite. En 1986, la revue Histoire pose la question à Xavier Raufer :

« Votre carrière est peu commune. En 1963, adolescent, vous militez du côté d'une extrême-droite plutôt violente... » Il répondra : « J'ai même participé – par discipline plus que par goût personnel – à des actions « dures », contre une ambassade par exemple ».

Dans le numéro 14 de la revue Occident Université, il mène sous son vrai nom l'interview d'un officier allemand, qui a combattu dans la Wehrmacht pendant la seconde Guerre mondiale, puis comme mercenaire aux côtés du major Mike Hoare pendant la crise congolaise.

Alain Robert est lui l'inspirateur du programme d'Occident. Il s'agit, entre autre, de bannir le « suffrage universel », mais aussi de combattre « les ennemis de l'intérieur », à savoir « les puissances financières » et la franc-maçonnerie, et de tuer les communistes.

Le Business sécuritaire

1968 dissolution d'Occident

Raymond Marcellin, ministre de l'Intérieur, faisait adopter par le Conseil des ministres la dissolution d'Occident, par application de la loi du 10 janvier 1936 sur les groupes de combat et milices privées.

Génération Occident : De l'extrême droite à la droite : Frédéric Charprier

Le Groupe union défense (plus connu sous l'acronyme Gud)

Créé en décembre 1968 à l'université Paris II Panthéon Assas sous le nom de Union Droit, puis Groupe Union Droit, par d'anciens militants d'Occident, Alain Robert, Robert Allo, Gérard Ecorcheville, Hugues Leclère, Jack Marchal, Jean-Noël Prade. Le GUD dans la ligne d'Occident était une organisation étudiante française d'extrême droite réputée pour son activisme violent.

1974, élection de Giscard d'Estaing

Lors de l'élection présidentielle de 1974, le GUD participe au service d'ordre de Valéry Giscard d'Estaing. Giscard obtient le soutien de l'extrême droite par l'intermédiaire de son homme de confiance Hubert Bassotau qui dirigeait auparavant L'Esprit public, revue antigauilliste et pro-OAS. Et la direction effective du service d'ordre est confiée à un ancien « dur » de l'OAS, Pierre Sergent. Lors de cette campagne, l'hebdomadaire d'extrême droite Minute se positionne dès le premier tour en faveur de Giscard.

1995, les candidatures Balladur – Le Pen

En 1995, le Gud participera à la campagne présidentielle de Jean-Marie Le Pen, non sans assurer des collages d'affiches rétribués pour Édouard Balladur.

Ordre nouveau

Créé en novembre 1969 par une équipe d'anciens adhérents du mouvement Occident (dont William Abitbol, Marie-Françoise David, Gérard Ecorcheville, Hugues Leclère, Jack Marchal, Alain Robert), épaulés par des étudiants du GUD. La première présidence fut confiée à l'avocat Jean-François Galvaire. Jean-François Galvaire devindra par la suite conseiller régional de Poitou-Charentes pour le Front national. Ordre nouveau fut à l'origine du rassemblement des nationalistes européens comprenant les Phalangistes espagnols de Franco, le NPD allemand et le Mouvement Social Italien MSI.

Archive Ordre Nouveau

Le Groupe action jeunesse, ou GAJ

Créé en février 1973 par plusieurs militants d'Ordre nouveau, Patrice Janeau, ancien leader du Groupe union défense (GUD) à Assas ; Jean-Claude Nourry, exclu du Conseil national d'Ordre nouveau en février 1971 et Michel Bodin, ancien membre de la « bande du XV^e » et d'Occident, qui refusaient la stratégie de Front National proposée par la direction du mouvement. Dès sa création, le GAJ se rapproche du Mouvement solidariste français (ex-Mouvement jeune révolution de Nicolas Kayanakis, Olivier Huygue et de Jean-Pierre Stirbois). Le GAJ s'oppose parfois violemment au GUD, notamment pour le contrôle d'Assas. Ainsi Michel Bodin est-il presque lynché par les gudards. Une Guerre des droites qui n'empêchera pas le GAJ et le GUD d'assurer service d'ordre de Valéry Giscard d'Estaing en 1974.

Au début des années 60, la droite de gouvernement crée le Service d'action civique – le SAC – à l'initiative de Charles Pasqua, Jacques Foccart et Achille Peretti. Selon ses dirigeants le SAC avait pour objectif de « rassembler toutes les personnes, sans distinction d'opinion ou de race, désireuses de soutenir l'action du général de Gaulle. » Son activité majeure devait alors consister en l'assurance de la sécurité des campagnes électorales des candidats gaullistes. Pierre Debizet qui fut le premier président du SAC, en démissionna en raison d'un désaccord avec la politique algérienne du général de Gaulle orientée vers l'autodétermination de ce pays.

Le vrai visage du SAC

Véritable police politique au service du parti gaulliste de l'UDR, le SAC était constitué d'un réseau d'hommes recrutés dans les milieux de l'extrême droite et du grand banditisme, à l'image de Jo Attia, truand parisien, collabo ?

Jo Attia – Vidéo

En 1967, Mathieu Mattéi responsable régional du SAC, assure le service d'ordre de Georges Pompidou, en campagne électorale pour les législatives à Grenoble. Il lui sert même de chauffeur. Mattéi s'était spécialisé entre autre dans le trafic d'armes et la fausse monnaie.

Christian David, dit « le beau Serge » est un braqueur devenu barbouze au service du SAC. Le 2 février 1966, lors de l'enquête sur l'affaire Mehdi Ben Barka, David tue le commissaire Galibert et blesse les deux inspecteurs. En fuite en Amérique du Sud, il travaille avec Joseph Ricord, patron de la filière sud-américaine de l'héroïne et ancien associé d'Henri Lafont, le chef de la Gestapo française. Il purgera douze ans de pénitencier aux États-Unis, pour avoir été mêlé aux filières de la French Connection.

Parmi tous les crimes du SAC :

Juin 1968 : un cheminot et un chauffeur de taxi sont blessés par balles devant les locaux de la S.N.C.F, à Clichy-Levallois. Deux membres du S.A.C. sont condamnés pour port d'arme. Ils étaient montés de Marseille à la demande de Charles Pasqua.

18 juillet 1981 : La tuerie d'Auriol. Jacques Massié, chef du SAC de Marseille, est assassiné avec toute sa famille par ses compagnons qui le soupçonnent de vouloir les trahir au profit de la Gauche.

3 août 1982 : Le Service d'action civique est dissous par le président François Mitterrand, en application de la loi du 10 janvier 1936 sur les groupes de combat et milices privées.

La saga du Sac

Fin 68, le grand recyclage :

De nombreux anciens militants d'extrême droite intègrent les partis de la droite classique.

Georges Albertini :

Socialiste militant CGT avant la seconde guerre mondiale. En 1942, il devient le second de Marcel Déat en exerçant la fonction de secrétaire administratif et organisateur du RNP

(Rassemblement national populaire), acquis à la collaboration avec l'Allemagne nazie. Il s'illustre notamment par son zèle de sergent recruteur contre la Résistance, par un anticommunisme et un antisémitisme particulièrement violents. En septembre 1944, Albertini est arrêté. Inculpé d'intelligence avec l'ennemi, vraisemblablement des soutiens lui permettent d'échapper à la peine capitale. Il passe quatre ans de prison sur les cinq années de sa condamnation. En février 1948, il bénéficie de la grâce présidentielle. Il entre directement à la banque Worms, comme « conseiller » à la direction générale. Et fort des liens politiques et économiques tissés avant-guerre et pendant l'Occupation, il monte avec ses amis du RNP une entreprise de documentation politique uniquement axée sur « la lutte contre le communisme », avec sa revue Est-Ouest. Son activité déborde de l'hexagone, et s'étend en Italie, en Amérique du Sud, en Afrique. Il est l'« homme d'influence » qu'on consulte, il devient un conseiller très écouté de Georges Pompidou. Albertini exerce une très grande influence sur ses deux conseillers Marie-France Garaud et Pierre Juillet. Il collabore également avec ces derniers lorsqu'ils sont dans l'entourage de Jacques Chirac. Les grands patrons subventionnent ses activités.

Georges Albertini

Guy Lemonnier, alias Claude Harmel, « collabo un jour, collabo toujours », dès 1940 Lemonnier s'engage dans la collaboration. Il rejoint le Rassemblement national populaire (RNP) de Marcel Déat.

Grâce à la caisse noire du patronat (l'UIMM, l'Union des industries et métiers de la métallurgie), Georges Albertini par l'intermédiaire de son bras droit Guy Lemonnier, recycle les têtes brûlées de l'extrême droite.

Le reportage de France 3 qui dérange Hervé Novelli

Le tandem Albertini-Lemonnier dispose de plusieurs officines pour torpiller la gauche et les syndicats CGT, CFDT : L'Institut d'histoire sociale, et l'Institut supérieur du travail (IST), une filiale mise en place pour ramasser les fonds de la formation professionnelle.

L'Institut d'histoire sociale (IHS) est la principale structure de recyclage de la galaxie Albertini. L'Institut est engagé dans un réseau anticommuniste et antisocial. L'IHS tisse des liens qui vont du syndicat Force ouvrière jusqu'à des militants venus de l'extrême-droite française. L'IHS dispose de la revue « Histoire & Liberté ». Son directeur actuel n'est autre que le néoconservateur Pierre Rigoulot, membre du think tank du Cercle de l'Oratoire.

L'Association pour la liberté économique et le progrès social (ALEPS) est l'outil de propagande du patronat par excellence. L'Aleps s'inspire des théories de l'économiste américain Milton Friedman, un fanatique acharné du capitalisme sans contrainte. L'Aleps publie un bulletin trimestriel et organise des rassemblements d'universitaires, d'hommes politiques, de responsables d'entreprises membres ou proches de la Société du Mont-Pèlerin, une organisation internationale opposée à l'«État-providence». La Société du Mont-Pèlerin a inspiré la politique économique et sociale de Pinochet, Reagan et Thatcher.

A l'occasion des 40 ans de l'ALEPS, Hervé Novelli et Alain Madelin ont décrit Claude Harmel comme leur « père spirituel ».

Alain Madelin : l'archétype de la collusion, entre l'archéo-fascisme et l'ultra-libéralisme

En 1973, Madelin devient candidat giscardien à la députation. Son adversaire est le communiste Guy Ducoloné, résistant arrêté en mai 1942, torturé et incarcéré, avant d'être déporté en 1944 au camp de Buchenwald. L'ignominie n'a jamais posé le moindre problème de conscience aux membres d'Occident. Dans une campagne politique nauséabonde, il reproche à Ducoloné d'avoir fait de la prison pour une affaire pour le moins fantaisiste très vite démythifiée appelée le « complot des pigeons ». (Le même Madelin qui fut condamné à un an de prison avec sursis et trois ans de mise à l'épreuve pour vol et détention d'armes en 1965).

Mado comme le surnomment ses amis d'Occident, n'en reste pas là, lui le jeune poulain formé par d'anciens collabos, attaque Georges Marchais en affirmant que celui-ci s'était porté volontaire pour travailler en Allemagne durant la dernière guerre. Deux décisions de justice, faisant suite à une plainte de Georges Marchais contre ses détracteurs, établissent que Ducoloné est bien parti en Allemagne sous la contrainte.

Histoire secrète du patronat : De 1945 à nos jours

Société du Mont-Pèlerin

Le Front national :

Juin 1972 : Création du Front national

Le bureau politique se compose de quatre anciens d'Occident : José Bruneau de la Salle, Hugues Leclère, François Duprat et Alain Robert, auxquels s'ajoute Christian Lefèvre, un ancien de l'Algérie française et dirigeant d'Ordre nouveau.

En octobre de la même année, Jean-Marie Le Pen est désigné président de FN en raison de son statut d'ancien député.

Le 12 octobre 1972 est élu le nouveau bureau politique du FN :

Président : Jean-Marie Le Pen.

Vice-président : François Brigneau. Membre d'Ordre Nouveau, durant Vichy il rejoint le parti collaborationniste de Marcel Déat, le Rassemblement national populaire (RNP).

Secrétaire général : Alain Robert, Ordre Nouveau, Occident, Jeune Nation

Secrétaire général adjoint : Roger Holeindre, Parti de l'Unité Française, ex OAS, En août 1944, il enlève deux mitrailleuses jumelées aux Allemands et devient ainsi un des plus jeunes résistants de France.

Trésorier : Pierre Bousquet (Militant / Parti de l'Unité Française) Ancien Rottenführer de la division SS Charlemagne.

Trésorier adjoint : Pierre Durand le codirecteur de la société d'éditions phonographiques fondée en mars 1963 par Jean-Marie Le Pen, aidé de Léon Gaultier ex Waffen-SS.

Suite à un différend entre Jean-Marie Le Pen et Alain Robert fin 1973, il y a en fait deux FN, l'actuel chef du FN gagne devant les tribunaux lui permettant ainsi de revendiquer le « label » FN. Robert devenu dissident quittera le FN pour participer à la fondation du Parti des Forces Nouvelles, avant d'intégrer en 1974 l'équipe de campagne présidentielle de Valéry Giscard d'Estaing.

1978 : Assassinat de François Duprat le conseiller de Jean-Marie Le Pen

Mort dans un attentat à la voiture piégée. Les auteurs du crime n'ont jamais été identifiés. Le journaliste Frédéric Charpier avance l'hypothèse d'une guerre fratricide entre organisations d'extrême droite. Certaines rumeurs laissent entendre que François Duprat était un agent de la DST. Avant de devenir numéro deux du FN, Duprat militait pour la quasi-totalité des mouvements d'extrême droite de son époque : Jeune Nation, Fédération des étudiants nationalistes, Occident, Ordre nouveau. En compagnie de Jean Mabire, et de François d'Orcival, Duprat dirige au milieu des années 60 Défense de l'Occident, la revue créée par Maurice Bardèche. Duprat sera emprisonné pour avoir développé une cellule de l'OAS dans le Sud-ouest de la France.

Le Front national : Poisson pilote du néo-libéralisme

En 1973, Gérard Longuet rédige le premier programme économique et social du Front National.

Le lapsus de Gérard Longuet

20 ans avant que Sarkozy ne soit Président, Jean-Marie Le Pen écrit Pour la France, programme du front national, un cocktail ultra-libéral inspiré par les politiques économiques de Margaret Thatcher en Grande-Bretagne, et de Ronald Reagan aux Etats-Unis.

Pour lui : « il faut ramener l'État à son rôle, désétatiser l'économie et supprimer les carcans bureaucratiques ; et pour réussir, il faut valoriser l'initiative individuelle, l'entreprise et le profit. L'État n'est pas une institution destinée à faire le bonheur des hommes mais à assurer la survie de la nation. Il faut diminuer le nombre des fonctionnaires et proclamer la liberté de l'embauche et du licenciement ».

Jean-Marie LE PEN, le Ronald REAGAN

Les jeunes loups sont aujourd'hui devenus de vieux renards.

Jean-Jacques Guillet : Ancien délégué général d'une organisation liée au groupe Action-Occident, ex-animateur des CAR, comités d'action républicaine « exagérément musclés ». Après plusieurs mandats au sein du RPR, il devient député UMP.

Jack Marchal : Adhérent du mouvement Occident dès 1966, il rejoint en 1968 le noyau fondateur du Groupe union défense (GUD) et entre à la direction politique d'Ordre nouveau. Il a rejoint le Front national en 1984.

Patrice Gélinet : Jeune, il milite dans le mouvement d'extrême-droite Occident, ainsi qu'au mouvement Action nationaliste. Directeur de France Culture de 1997 à 1999 et membre du CSA depuis 2011.

Jean-Pierre Stirbois : Il militait au mouvement « Jeune Révolution » créé par des militants issus de l'OAS. En 1981, Jean-Pierre Stirbois est nommé Secrétaire général du FN. En 1983 il fusionne sa liste avec celle du RPR menée par Jean Hieaux qui remporte la mairie de Dreux. Stirbois devient son adjoint, puis il est élu député européen FN en 1984, il décède accidentellement en 1988.

Frédéric de Saint-Sernin : Ancien du Groupe Action Jeunesse. En 1988, Frédéric de Saint-Sernin fait partie de l'équipe de campagne de Jacques Chirac, par la suite il obtiendra plusieurs mandats pour le compte de l'UMP.

Bernard Carayon : Etait membre du syndicat d'étudiants d'extrême droite Groupe union défense (GUD). En 1984, il entre dans le cabinet de Jacques Chirac à la Mairie de Paris et deviendra chargé de mission au cabinet du ministre délégué à la Sécurité Robert Pandraud. De 1998 à 1999, il est délégué national du RPR, chargé de l'industrie. En 2006, Bernard Carayon devient président de la commission Mondialisation de l'UMP.

Anne Méaux : Elle est passée par le GUD et la direction du Parti des forces nouvelles. Elle est ensuite chargée de communication du président Valéry Giscard d'Estaing pour le groupe parlementaire UDF. Présidente et fondatrice d'Image Sept, une société qui percevait plus de 200 000 euros par an pour œuvrer en faveur de la Tunisie de Ben Ali.

Quand Ben Ali payait des vacances aux patrons de presse

Patrick Devedjian : Ancien membre actif du mouvement de la droite radicale Occident, Devedjian fut membre du comité central du RPR. et de 1999 à 2001 : porte-parole du RPR. Plusieurs fois ministre délégué, il deviendra ministre du gouvernement Fillon.

Patrick Mahé : Sympathisant du mouvement Occident à la fin des années 60, il entama une carrière de journaliste et rédacteur dès 1970. En 1981, il décroche le poste de chef adjoint

du service des sports au Figaro. Par la suite, il occupera la direction de la rédaction de plusieurs grands journaux. De 1997 à 1999, il sera vice-président de la cérémonie des 7 d'or, puis Président depuis 2000.

William Abitbol : Militant du mouvement Occident et d'Ordre nouveau, chargé de mission auprès du ministre de l'intérieur Charles Pasqua de 1993 à 1995. A la fin des années 90, il rejoint le RPFIE de Pasqua et de Villiers. Pour un court moment, il passa dans le clan Chevènement.

Alain Madelin : Il a fait partie de La FEN, et d'Occident. Plusieurs fois élu député pour le compte de la droite classique, Alain Madelin deviendra ministre du gouvernement Chirac et Édouard Balladur.

Gérard Longuet : D'Occident au GUD, Longuet rédigea le premier programme du FN en 1973. Elu député UDF en 1978, secrétaire d'État puis ministre délégué sous le gouvernement de la première cohabitation, mené par Jacques Chirac. En 1986 il deviendra l'un des ministres d'Édouard Balladur et François Fillon. En 2011, il préside le groupe UMP au Sénat.

Claude Goasguen : En 1967 et 1968, il fut président de la Corpo des étudiants de droit, un syndicat d'extrême droite très proche d'Occident. Par la suite, il rejoint les républicains indépendants de Valéry Giscard d'Estaing. Il accédera au poste de secrétaire général de l'UDF. En 1995, Goasguen devient ministre de la Réforme de l'État. Il est aussi député-maire du 16e arrondissement de Paris. Président du groupe parlementaire « amitié France-Israël », il appellera les Palestiniens « peuple sauvage de terroristes ».

Hervé Novelli : Ex de la FEN, Occident, GUD, Ordre Nouveau, PFN, et encarté au FN. Novelli rejoindra par la suite l'UDF, le Parti républicain, et il sera député européen sur la liste d'union de la droite conduite par Nicolas Sarkozy. En 2004, Hervé Novelli est nommé secrétaire d'État, en 2010 il devient secrétaire général adjoint de l'UMP.

François d'Orcival : Jeune partisan de l'Algérie française, il fut l'un des fondateurs de la Fédération des étudiants nationalistes (FEN). A la même époque, il collabore aux revues Défense de l'Occident de Maurice Bardèche et Europe-Action. En 1977, il devient le rédacteur en chef de Valeurs actuelles. Il collabore à la fondation du Figaro Magazine.

Xavier Raufer : Membre actif d'Occident, Ordre nouveau, Défense de l'Occident, il enseigne la criminologie ainsi que les « menaces criminelles contemporaines ». En 1979, il entre à L'Express, dès 81, il devient consultant pour la cellule élyséenne auprès de François Mitterrand, puis en 1990, il collabore au Figaro.

Didier Schuller : Membre de la Corpo de droit dans les années 60. En 1977, il devient secrétaire général adjoint du Mouvement des sociaux-libéraux. Schuller est surtout connu pour son implication dans des scandales politico-financiers, comme l'affaire des HLM des Hauts-de-Seine ou l'affaire Schuller-Maréchal.

Affaire Schuller-Maréchal

HLM des Hauts-de-Seine : l'affaire rebondit

Alain Robert : Il fut l'un des créateurs du FN. Quelques années plus tôt, Alain Robert s'engage dans quasiment tous les groupes d'extrême droite, FEN, Occident, GUD, Ordre Nouveau. En 1977, il est recruté par le clan Romani, Garaud et Pasqua, pour la campagne pour la mairie de Paris. En 1994 il est nommé par Édouard Balladur membre du Conseil économique et social. En 2004, il entre au Conseil national de l'UMP.

A présent, la plupart des anciens militants de l'extrême droite des années 60/70 ont acquis une respectabilité, une notabilité, qu'ils doivent exclusivement à l'indulgence des tribunaux de leur époque combiné au grand recyclage des officines du patronat. Pour autant si l'on remonte en filigrane, on retrouve systématiquement les prémices de leur conscience politique OAS – Vichy.

Dès lors comment ne pas voir en eux qu'une bande d'opportunistes qui à l'instar de leurs mentors Georges Albertini et Claude Harmel ont abandonné une forme archaïque de l'extrême droite, pour une variante beaucoup plus actuelle : le néo-libéralisme .

La véritable liberté est indissociable de la protection des plus faibles. Le libéralisme à l'occidentale est synonyme d'esclavage pour la grande majorité des hommes, qu'ils soient citoyens des pays du Sud ou relégués dans les couches dévalorisées des pays du Nord.

J'accuse l'économie triomphante

[Albert Jacquard]

Source : Observatoire du néoconservatisme

Extreme droite

Haut de la page - Accueil